

Déclaration du Burundi à la 115^{ème} session du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) par S.E.M. Ernest NIYOKINDI, Ambassadeur du Burundi en France, le 06-07 Juillet 2021

Madame la Secrétaire Générale de la FRANCOPHONIE

Excellence Mesdames, Messieurs les Représentants Personnels des Chefs d'Etats et des Gouvernements

Mesdames, Messieurs,

1-A l'occasion de cette 115^{ème} session du Conseil Permanent de la Francophonie, le Burundi tient tout d'abord à saluer et féliciter Madame la Secrétaire Générale pour la façon dont elle conduit les affaires de notre Organisation.

2-Nous voudrions également condamner avec force les attaques terroristes qui ont endeuillé certains pays membres de l'Organisation et exprimer toute notre sympathie aux gouvernements et aux familles touchées par cette barbarie. Le Burundi reste engagé dans la lutte contre le terrorisme aux cotés de toutes les nations éprises de paix et voudrait rappeler qu'il est toujours disposé à apporter son concours et son savoir-faire sur d'autres théâtres d'opération en faveur de la paix, outre la République Centrafricaine et la Somalie.

3-Le Burundi vient de fêter avec éclat le 59^{ème} anniversaire de son indépendance, acquise de haute lutte le 1^{er} juillet 1962. Nous saisissons cette occasion pour remercier Madame la Secrétaire Générale pour son message de félicitation adressé à la plus haute autorité du Burundi. C'est l'opportunité d'exprimer aussi notre gratitude à tous les pays qui nous ont témoigné leur amitié par des messages d'encouragements ou en dépêchant à Bujumbura des délégations, souvent de très haut niveau. C'est autant de gestes que le peuple burundais n'oubliera jamais.

4-Le 59^{ème} anniversaire de notre indépendance vient d'être fêté une année après les élections générales démocratiques, transparentes et apaisées de mai 2020 qui ont conduit à la mise en place de nouvelles institutions de la République.

Lors de son investiture, SE Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République fraîchement élu, a déclaré vouloir centrer toute son action sur le bien-être du citoyen burundais et sur l'ouverture du pays au monde extérieur dans une coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

Même s'il est trop tôt pour dresser un bilan, force est de constater que le Burundi avance à grands pas dans l'amélioration du vécu quotidien des burundais par l'augmentation de la production et une gestion plus saine de la chose publique.

Sur le plan politique et diplomatique, l'ouverture prônée par le Président de la République est une réalité et les résultats sont parlants: après la levée des mesures restrictives prises par la Francophonie contre le Burundi en date du 4 novembre 2020, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a, dans la foulée, enlevé notre pays de son agenda et de grandes puissances ont décidé d'annuler les restrictions de voyage prises contre certains dignitaires de mon pays, le Burundi.

Il en est de même sur le plan des droits humains où le Gouvernement a multiplié les gestes de bonne volonté. La libération des journalistes du groupe de presse IWACU, la grâce présidentielle accordée à 5000 prisonniers, la récente libération de Germain RUKUKI de l'Association des Juristes catholiques du Burundi, les réductions sensibles des détentions préventives...sont des avancées que la Communauté internationale a saluées en ré accreditant au statut A la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, statut qu'elle avait perdu en 2018.



5-Qu'en est-il des nos relations avec l'Union Européenne ?

Après les pourparlers engagés entre les Ambassadeurs des pays de l'UE représentés au Burundi et la tournée effectuée par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement , S.E. M. Albert SHINGIRO, du 24 avril au 3 mai dans certains pays de l'Union Européenne (UE), tous francophones au demeurant, l'Ambassadeur représentant de cette Organisation au Burundi a été reçu en audience par le Chef de l'Etat en date du 21 juin et il Lui a communiqué l'unanimité trouvée entre les Etats membres pour lancer le processus de révocation de la suspension de la coopération financière avec le Burundi.

Tout en saluant ces avancées et en restant confiant dans la suite des pourparlers, le Burundi reste en attente de la levée définitive de toutes les mesures prises par l'Union Européenne pour enfin tourner la page de la crise de 2015 et avancer.

6-Je clôturerai mon propos sur le volet sécuritaire.

Le peuple burundais est en paix et la sécurité règne à travers tout le pays.

Les attaques évoquées dans le Rapport sur les activités politiques et diplomatiques du Secrétariat Général de l'OIF et qui n'ont jamais été revendiquées pour avoir un habillage politique, sont tout simplement des actes terroristes et nos services sont à l'œuvre pour en démasquer les auteurs et leurs complices.